

LA METHODE DES SCIENCES SOCIALES DANS LA RECHERCHE HISTORIQUE ¹

Discours introductif

Je ne voudrais ajouter que peu de remarques à ce que j'ai tâché de dire sur les problèmes méthodologiques que les sciences sociales posent pour l'histoire. Que je dise tout de suite que mon rapport n'entend point formuler des thèses. En le rédigeant je me suis surtout laissé guider par la problématique même suscitée par la rencontre des sciences sociales avec l'histoire, rendue inévitable par la communauté de terrain que les deux catégories de disciplines se mettent à explorer. Les implications méthodologiques des interventions réciproques qui en résultent conduisent naturellement à la discussion de la nature et de l'objet de ces deux grandes ramifications des sciences humaines, formées, la première par les sciences historiques, la seconde par les sciences sociales.

C'est par la méthode quantitative que les sciences sociales interviennent d'une manière décisive dans la méthodologie historique. Or, il importe de prendre en considération, et éventuellement admettre, la relativité des applications de la méthode quantitative dans le traitement de questions historiques. Cette relativité s'exprime par le degré de l'étendue d'application de la méthode quantitative dans les divers secteurs idéologiques de l'histoire. Comment mesurer ce degré d'intervention ? Assurément par l'efficacité de la méthode quantitative, exprimée par les résultats que son application procure. Je crois que l'expérience scientifique de cette application nous autorise à admettre des taux différentiels d'efficacité de la méthode quantitative.

L'esprit de mon exposé est de rapporter le taux d'efficacité de la méthode quantitative à la nature de la matière socio-historique traitée. Alors que cette efficacité s'avère étonnamment élevée dans certains secteurs, comme par exemple dans l'étude historique de la population, elle se trouve être insignifiante ailleurs, comme par exemple dans l'analyse des relations internationales contemporaines. Les résultats positifs de la démographie historique sont suffisamment connus pour

¹ Cet article, publié avec la courtoise autorisation de son auteur, reproduit le texte d'une communication faite lors du XIII^e Congrès international des sciences historiques, à Moscou, en août 1970. Nos vifs remerciements à tous ceux qui soucieux de l'information rapide des professeurs du secondaire nous ont accordé cette liberté. N.D.L.R.

qu'il soit nécessaire d'y insister (1). Il n'en est pas ainsi des analyses tentées de la politique internationale (2). Ici, les résultats de la quantification sont manifestement maigres, si bien qu'un étudiant de la question a été amené à qualifier ce type d'intervention de « *soft quantification* », quantification faible par rapport aux résultats de la quantification en démographie, en économétrie, etc.³.

A quoi est dû ce taux différentiel d'efficacité ? C'est en essayant de répondre à cette question que j'ai été impliqué, presque inévitablement, dans le problème du déterminisme, ou, ce qui revient au même, de l'indéterminisme. Cependant, ce n'est pas sous son aspect traditionnel que le problème se pose, à savoir si le processus historique est déterminé par des lois régissant la volonté individuelle, ou si ce processus se poursuit dans l'indétermination, les actes libres individuels engendrant le processus historique. La relativité des applications de la méthode quantitative conduit vers, ou plutôt nécessite, une reformulation du problème dans le sens d'une relativité correspondante des états déterminés et indéterminés dans l'histoire. Non seulement tous les deux états peuvent être vérifiés dans l'expérience historique, mais en plus on peut constater que l'un peut être fonction de l'autre. L'action raisonnée et préméditée de l'homme peut aboutir à des états organisés de l'existence humaine et au degré d'efficacité de cette organisation, ainsi qu'à son étendue, correspondent des régions spatio-temporelles de l'histoire à l'intérieur desquelles s'installe le déterminisme.

Nous sommes peut-être tous d'accord que cette tendance vers des états organisés et par conséquent déterminés est une tendance historique de longue haleine, qui s'affirme particulièrement dans notre époque, ce qui peut faire croire à son universalisation future. Ceci signifierait, du point de vue méthodologique qui nous préoccupe, que les méthodes des sciences sociales s'institueraient d'une manière définitive et totale dans la recherche historique se substituant pratiquement à la méthode historique. La méthode quantitative trouverait alors un parfait terrain d'application et s'émanciperait de la relativité qui la caractérise actuellement.

Faut-il, de ce qui précède, conclure à une substitution possible des sciences sociales à l'histoire ? Ce serait méconnaître l'étendue spatio-temporelle du processus historique. Malgré leur étendue apparemment vaste, malgré leur portée profonde, les domaines respectifs des sciences sociales sont spatio-temporellement délimités, aucune science sociale ne pouvant prétendre à embrasser le processus historique dont la totalité spatio-temporelle n'est délimitée ni par une fini-

1 Jacob M. PRICE, *Recent quantitative work in History*, dans *History and Theory*, Beiheft 9, 1969, pp. 1-13. Voir p. 10. Richard T. VANN, *History and Demography*, dans *History and Theory*, Beiheft 9, 1969, pp. 84-78.

2 David J. SINGER (editor), *Quantitative International Politics. Insights and Evidence* (International Yearbook of Political Behavior Research, VI), New York, 1968.

3 Jacob M. PRICE, *op. cit.*, p. 12.

tude de passé ni par une finitude d'avenir, du moins saisissable par l'expérience et l'intellect humains. Cette infinitude, tant rétrogressive que progressive, de l'histoire, lui confère non seulement son idiomorphie, mais aussi les assises d'une méthode historique propre ayant égard tant à la synthèse qu'à l'interprétation, que j'ose appeler macro-historique et qui embrasserait (et dépasserait) le contenu nomothétique des sciences sociales et ses transformations à long terme. Les méthodes des sciences sociales ne pourraient concorder avec le niveau macro-historique, mais elles garderaient toute leur valeur explicative à l'égard des régions spatio-temporelles de l'histoire qui fournissent leurs matières respectives tout en délimitant leurs frontières.

Je voudrais insister sur la question des frontières, des *Grenzen*, qui délimitent le champ d'activité de chacune des sciences sociales. Je ne prétends pas que ces *Grenzen* sont fixes et immuables. Mais à tout moment donné de l'évolution de nos sciences ces *Grenzen* sont bien réelles et peuvent être retracées dans l'espace social aussi bien que dans le temps historique. J'ai voulu exprimer cette délimitation en assignant à chacune des sciences sociales une région spatio-temporelle de l'histoire à l'intérieur de laquelle la discipline sociale qui s'y rapporte devient opérante.

En insistant sur les délimitations des frontières des sciences sociales je ne méconnaissais point la nécessité d'une approche interdisciplinaire. Il est reconnu de nos jours que l'approche inter- (et multi-) disciplinaire devient de plus en plus impérative en plusieurs secteurs scientifiques. Mais une telle approche, loin d'abolir les juridictions spéciales des sciences sociales, ne fait que les renforcer. Elle prouve cependant qu'un remède à la spécialisation poussée est requis et qu'une méthode de coordination de la recherche et de synthèse des résultats doit fournir ce remède. Mais cette méthode n'implique pas et n'affecte pas la structure des divisions et subdivisions de nos disciplines. Inutile de dire que ces considérations concernant l'approche interdisciplinaire valent aussi bien pour les sciences auxiliaires de l'histoire que pour les divisions mêmes de l'histoire.

Dans le présent rapport il sera question de quelques implications épistémologiques de l'utilisation ou de l'application de méthodes propres aux sciences sociales dans le traitement historique de l'expérience humaine. Il y a lieu de préciser que le terme « sciences sociales » est entendu ici *stricto sensu*, dépourvu de sa connotation plus compréhensive qui embrasse un grand nombre de sciences humaines, y compris l'histoire elle-même (76, pp. 233-238, 97, pp. 18-20). La connotation de terme n'est pas d'ailleurs d'une importance essentielle pour la discussion de notre sujet. Ce sont les points de vue, à certains égards similaires, à d'autres égards divergents, de confrontation et de traitement de l'expérience humaine, représentés respectivement par les sciences sociales et l'histoire, qui engagent notre attention. Il est nécessaire de préciser également que la méthode dont l'intervention dans la

science historique, nous notons, est celle des sciences sociales et non pas celle de l'histoire sociale, économique, etc. En effet, une confusion semble s'établir en méthodologie socio-historique impliquant, par exemple, que le développement d'une histoire sociale ou économique introduit dans la science historique la méthode propre de la sociologie ou de l'économie politique (6, 112) ; et vice-versa, que le traitement historique des faits sociaux introduit une méthode proprement historique dans les sciences sociales (92, 71). Aux fins du présent rapport nous adoptons résolument la thèse que les histoires sociale, économique, religieuse, littéraire, etc., constituent des élargissements et aspects de l'histoire de l'humanité et comme tels elles concordent, quant à leurs méthodes, avec les méthodes développées et élaborées de la recherche historique moderne (cf. 40, 107). La question de l'utilisation, par ces dernières branches de l'histoire, de méthodes propres aux sciences sociales revient sous la question de l'utilisation de ces méthodes par l'histoire. Par conséquent notre discussion de l'utilisation et de l'application des méthodes des sciences sociales dans la recherche historique affecte au même degré ces branches spécialisées de l'histoire. D'une manière générale, les méthodes des sciences sociales, prises ici en considération, sont entendues dans leur usage strict et traditionnel de méthodes pour l'étude et l'analyse synchronique des phénomènes sociaux, économiques, etc., ou l'étude comparative, synchronique ou diachronique, de ces mêmes phénomènes.

1. Les assises d'une communauté méthodologique entre sciences sociales et histoire.

Conçue sur le plan d'une généralité englobante, la matière des deux catégories de disciplines est identique : la réalité humaine dans ses manifestations individuelles et sociales. Une différenciation intervient à partir du moment où chaque science humaine soumet sa matière à un traitement spécifique conforme à un objet déterminé, entraînant l'élaboration de méthodes spécifiques. Sur le plan de l'épistémologie générale on peut concevoir que les méthodes des sciences sociales coïncident à certains égards avec celles des sciences physiques, fait confirmé par certaines « propriétés fondamentales du système de règles considérées comme essentielles dans tout procédé scientifique » (46, p. 230), et ceci malgré l'hétérogénéité des matières respectives. Il est tout à fait concevable que les théoriciens des sciences sociales aient subi l'attrait puissant de la méthode des sciences physiques, mais ils se gardent de conclure à une identité, se limitant à constater de simples analogies. Or, il faut différencier entre sciences physiques et sociales, c'est certes en raison de leurs spécificités respectives, à l'égard desquelles il faut rechercher des spécificités méthodologiques en raison des objets différents de ces sciences (25). Mais, si la spécificité des sciences sociales par rapport aux sciences physiques est facile à discerner, elle comporte des nuances qui peuvent être contro-

versées lorsqu'il s'agit de délimiter les domaines et les méthodes respectifs des sciences sociales entre elles et, plus particulièrement, des sciences sociales et de l'histoire.

Nous trouvons ainsi qu'une opposition subsiste entre le point de vue qui affirme que la méthode des sciences sociales et de l'histoire est unique (par exemple, 54) et celui qui affirme que la méthode de l'histoire diffère radicalement de celle des sciences sociales. On prétend, à titre d'exemple, que la science historique ne peut aspirer à la déduction de lois générales, à la manière des autres sciences sociales qui, en vertu de cette capacité, peuvent assimiler leur méthodologie, au moins dans une certaine mesure, à celle des sciences physiques (86). C'est le point de vue qui dérive de la distinction entre sciences nomothétiques et sciences idiographiques (117), et qui exclut l'histoire des prétentions généralisatrices des premières. Ici, la différenciation entre science sociale et science historique devient aiguë, puisque la deuxième se trouve dévêtue de l'attribut fondamental de la première, son caractère nomothétique. D'après cette distinction, la science historique est dépourvue de la possibilité de « *savoir pour prévoir* », que Comte accordait à la sociologie (23), et cette particularité entraînerait la difficulté, sinon l'impossibilité, d'utiliser des méthodes en partie communes de recherche, et ceci malgré la presque communauté de la matière des deux catégories de disciplines. Et cependant nous nous heurtons à cette communauté de matière comme à une pierre d'achoppement imposant à la conscience du théoricien le devoir de réexaminer la relation intime entre histoire et sciences sociales, relation qui fournirait les assises d'une méthodologie partiellement ou même totalement commune aux deux catégories de disciplines.

Si la science historique restait exclusivement descriptive, si elle se limitait à des propositions exprimant « comment les événements se passèrent », sans empiéter sur le domaine des propositions explicatives, il y aurait très peu de possibilité d'utilisation des méthodes des sciences sociales. La méthode statistique subviendrait aux quelques besoins de traitement des données quantitatives de la matière historique. Une telle limitation de la méthode historique à la matière descriptive est non seulement concevable, mais aussi érigée en norme méthodologique par Ranke, qui prescrit la tâche de raconter les événements tels qu'ils se sont passés (« *er will bloss zeigen wie es eigentlich gewesen* », 82, p. vii). Or la moindre étude de Ranke prouvera que cet éminent historien ne s'est pas limité à la méthode descriptive, mais est allé au-delà de la restriction qu'il s'est imposée, situant, sciemment ou non, les faits historiques dans leurs cadres sociaux (83, cf. 108) tout en faisant une large part à leur explication (36). Même lorsque on essaie de reléguer les jugements généralisateurs en histoire à un domaine extérieur à celui de l'histoire propre, à la sociologie ou à la philosophie de l'histoire (84, p. 244), on prend garde de suppléer à l'établissement du fait historique par son interprétation (84, p. 244),

aussi bien que par la synthèse et interprétation de l'histoire pragmatique (114). Cette division de travail s'avère tout à fait injustifiée, étant donné qu'elle sanctionne deux spécialités dont chacune ne sera versée qu'imparfaitement dans les données de l'autre.

En réalité, l'explication est pratiquement implicite dans une description tant des faits historiques que des faits sociaux (13, pp. 24-25). Elle est tout aussi impliquée par l'analyse et la synthèse historiques, à quelque niveau que celles-ci soient conçues (10, pp. 1-42). La ligne de démarcation entre description et explication reste en tout cas confuse (94, p. 214). Il est concédé que l'accumulation d'une matière descriptive n'avancerait pas les exigences scientifiques dans une organisation, corrélation, synthèse et interprétation des données (cf. 101 A, p. 39). Déjà, dans les trois premières opérations dénommées le principe d'une explication est inhérent. Mais c'est surtout dans les opérations de synthèse et d'interprétation de sa matière que nous reconnaissons une autonomie méthodologique à l'histoire (62, p. 46).

A ces considérations s'ajoute le caractère causal presque inévitablement impliqué par le terme « explication ». Dans un sens strict, qui est celui de quelques théoriciens de la méthode, la connection entre l'*explanans* et l'*explanandum* est essentiellement causale (42, p. 321). Même dans un modèle atténué, dans lequel les propositions afférentes à l'*explanandum* peuvent découler d'un *explanans*, mais pas d'un autre, et où plusieurs explications d'un et même événement sont possibles (67, pp. 14-15), le lien causal n'est nullement supprimé. En outre, la notion de causalité historique peut être entendue dans son acception restreinte de conséquence dans un contexte événementiel et temporel déterminé (96, n° XI, p. 136). Cette acception correspondrait à la causalité sociale conçue dans un contexte socio-psychologique délimité (55, pp. 371-374).

Nous tenant sur le plan de l'explication causale et du fait particulier, il est possible de délimiter un terrain commun à l'histoire et aux sciences sociales, où les problèmes et les objets de la connaissance historique et sociologique deviennent pratiquement coextensifs. D'une telle concordance découlerait nécessairement une communauté de méthodes. Il faut cependant déterminer le sens dans lequel la matière traitée par les deux disciplines est empiriquement et logiquement délimitée. Pour cela, il est nécessaire de réconcilier la proposition triviale, que l'histoire se rapporte au fait particulier, avec sa contrepartie, que toute science nomothétique s'intéresse à des généralisations. Si la première proposition est vraie, s'ensuit-il que l'explication historique n'est possible qu'à travers le fait particulier et unique, ou, ainsi que voulu par des théoriciens anti-positivistes, par l'analyse détaillée la plus poussée ? (70, p. 143). Dans un sens opposé, l'explication par

l'événement individuel résulterait à la méconnaissance de l'intégralité des phénomènes historiques, jadis reprochée aux historiens (93, p. 131). Admettre que les faits sociaux ont leur source non pas dans leurs antécédents sociaux, ainsi que l'école sociologique le soutient (29, p. 109), mais dans les événements individuels, au même titre que les causes individuelles agissent sur l'évolution du langage, phénomène social (58, pp. 138-139), ne résout pas la difficulté.

La généralisation en histoire, sans en principe postuler la formulation de lois, est un fait empiriquement établi. L'historien ne saurait manipuler la vaste quantité de ses matériaux sans classifications généralisantes (44). La problématique de la généralisation en histoire peut être circonscrite au moyen d'applications concrètes de la méthode de généralisation (98).

Une communauté méthodologique entre histoire et sciences sociales dérive en principe de la coextension partielle des terrains d'exploration respectifs de ces disciplines, cette coextension étant fondée sur les possibilités d'uniformité et de régularité, de corrélation fonctionnelles, et de généralisations, que l'ensemble des phénomènes étudiés offrent.

2. Divergences méthodologiques dérivant de la différenciation des objets, des buts, et des spécificités épistémologiques.

L'identité de matière et de problématique ci-dessus constatée serait-elle si complète qu'elle supprimerait la différenciation traditionnelle entre histoire et sciences sociales, différenciation déjà atténuée par l'histoire « sociologisante » évoquée depuis longtemps par Guizot et Thierry ? Une telle abolition de la différenciation existante serait traduite par une identité méthodologique fondée sur la constatation qu'il n'existerait pas de termes et prédicats utilisés par l'histoire qui ne se retrouveraient pas dans les sciences sociales (115, pp. 226-227). On remarquera qu'une telle conclusion procède du raisonnement que l'identité des prédicats entraîne une identité des disciplines qui s'en servent. Or, même si des propositions dont se sert l'historien peuvent être identifiées avec des propositions sociologiques (115, pp. 227-228), ceci ne constitue pas une base exclusive de non-différenciation : l'histoire se différencie des autres sciences sociales par l'ampleur de l'espace et du temps socio-culturels (cf. 100, pp. 122-127), ainsi que par l'interprétation compréhensive et englobante du processus historique, à laquelle elle est astreinte (in 18, p. 332). En ce cas, les buts respectifs des sciences considérées peuvent être radicalement divergents. Les faits humains, matière commune de l'histoire et des sciences sociales, cessent d'être envisagés de la même manière ou sur le même plan.

Dans cet ordre d'idées, une divergence fondamentale s'établit par rapport aux catégories de temps respectives à travers lesquelles l'his-

toire et les sciences sociales conçoivent les phénomènes étudiés. A titre d'exemple, les temps historique et sociologique se différencient par le fait que le premier est conçu comme continuité et comme entité globale, embrassant l'intégralité de l'expérience humaine et des phénomènes sociaux, tandis que le temps sociologique est discontinu, portant rupture à la continuité historique, conçu sous la forme de segments diachroniques et spatiaux circonscrits (cf. 37, p. 36). La même rupture s'observe dans le temps abstraitement théorique des économistes (8, p. 213). Au dynamisme de la continuité historique s'oppose l'extrapolation synchronique et statique du temps sociologique au moyen duquel on catégorise les faits sociaux, même si cette extrapolation embrasse un segment diachronique important de la dimension historique. L'expression élémentaire de cette extrapolation est fournie par la méthode statistique comparative (par exemple, 106). Cette extrapolation statique est implicite dans la conception des faits sociaux comme « choses » (29, pp. 3-14), comme « statistiques et nombrés » (60, p. 134), ou comme irréductibles à des individualités spécifiques (57, pp. 478-483, 488), tandis qu'il est plus adéquat de considérer comme objet de l'histoire les actions humaines.

Les mêmes considérations peuvent être rapportées à la problématique de la science économique, la plus avancée peut-être des sciences sociales au point de vue de traitement des états sociaux dynamiques. Qu'on se réfère, par exemple, aux phénomènes étudiés sous la rubrique de développement économique. Ces phénomènes étant tout aussi économiques qu'historiques, on serait tenté de faire coïncider les méthodes, aussi bien que les dimensions respectives des problèmes qui s'y rapportent. Le modèle dynamique de développement économique opposé par les économistes aux modèles statiques des sociologues et des ethnologues (65, pp. 1022-1023, 88, p. 713) n'apporte pas de solution à la question, parce qu'il ne renferme qu'une différence de degré, non pas d'espèce, avec le modèle global de développement historique. En effet, les modèles dynamiques de développement économique se rapprochent malgré tout des modèles sociologiques tout en présentant des divergences prononcées, *quant aux dimensions*, avec la conception historique des faits humains :

- a) la dimension eidologique du modèle économique n'embrasse que le *homo œconomicus*, les données eidologiques des disciplines sœurs n'étant utilisées que subsidiairement et auxiliairement. L'unité de traitement des problèmes humains préconisée (88, pp. 716-718) ne pourrait être atteinte que sur un plan compréhensif et englobant, fourni seulement par l'histoire universelle ou la philosophie de l'histoire ;
- b) la dimension diachronique du modèle économique, exprimée principalement par le processus de développement économique, tout en étant susceptible de variations quantitatives, ne porte en réalité que sur des segments diachroniques plus ou moins courts, toujours

insignifiants, malgré le terme « macroéconomie », par rapport à la *totalité* des périodes historiques dans lesquelles ce processus se déroule. On peut soumettre à des analyses, presque totalement mathématiques, des phénomènes et situations économiques dont la nature est essentiellement historique, comme par exemple les cycles économiques qui se caractérisent par des périodicités temporelles, le résultat est une formulation de modèles se situant en dehors du temps historique (103). Même si l'on élargit les cadres temporels des sciences sociales (par exemple, 12, p. 752), la portée diachronique embrassée s'avère chaque fois minime devant l'immensité du temps universel englobant de l'histoire.

A cet aspect quantitatif de la dimension diachronique s'ajoutent des divergences qualitatives dûment constatées par les historiens (par exemple, 12, pp. 748-750) et des sociologues (par exemple, 100, pp. 171-197), qui peuvent avoir des conséquences méthodologiques importantes sur le traitement des faits humains.

3. Divergences méthodologiques dérivant de la relativité du contenu nomothétique des sciences sociales par rapport à la totalité spatio-temporelle de l'histoire.

Les lois sociales, du moins celles que les sciences sociales essaient de reconnaître et formuler, ne pourraient posséder la validité inhérente à leur définition sans que la réalité historique fournisse la matière empirique rendant possible leur confirmation ou, éventuellement, leur démenti (41, p. 36). La nature de cette matière est d'abord cumulative, ensuite répétitive, donnant lieu à l'émergence d'une régularité. On peut identifier les lois sociales avec les lois physiques, mais seulement quant à leur teneur formelle, de régularités relatives ou causales abstraites et répétées (22, p. 354), non pas quant à leurs applications strictes dans le monde empirique. A l'encontre des lois physiques, caractérisées par une quasi-invariabilité et universalité, les lois sociales, exprimées souvent comme des probabilités statistiques, sont relatives dans l'espace et peuvent subir un fléchissement dans le temps (73, § 97, p. 43). Ce qu'on désigne comme constantes de la vie sociale (47, § 3.1, p. 110) est valable à condition de définir une constante comme l'étant à l'intérieur d'une région spatio-temporelle délimitée de l'histoire. En effet, toute proposition sociologique se formule et est entendue par rapport à des situations spécifiques dans l'histoire (46, p. 143). Ce point de vue peut être rapproché de l'assertion qu'une généralisation peut être valide sans posséder une universalité absolue (91, p. 446).

a) Dans l'espace historique et social, la relativité des régularités socio-culturelles est démontrée par l'anthropologie sociale qui constate jusqu'à des contradictions flagrantes entre régularités présentant les caractéristiques de quasi-lois. Par exemple, la loi de l'accumulation de

richesses et du prestige social qui en dérive, tenue comme généralement valable dans les sociétés occidentales, est contredite par le principe de la consommation et de la destruction de richesses comme source unique de prestige et d'autorité dans les sociétés amérindiennes de la côte nord-ouest du continent américain (7, pp. 139 sqq.).

b) Dans le temps historique nous observons des modifications tout aussi essentielles dans le contenu, que nous caractérisons comme nomothétique, des sciences sociales. Nous tirons de nouveau un exemple de ce que la science économique moderne traite comme lois ou régularités économiques. La « loi de l'offre et de la demande » dans un marché libre ne peut pas se vérifier comme telle dans une organisation économique archaïque, la notion de l'échange dans les sociétés archaïques ne possédant pas une valeur régulatrice formelle, comme, par exemple, l'allocation des ressources à des besoins alternatifs (87, pp. 12-16). L'étude des marchés archaïques révèle un contenu pragmatique ou essentiel différent de celui, strictement économique et matériel, auquel s'appliquent les lois modernes du marché (79, ch. v). En plus, le principe dominant des échanges économiques modernes, la maximisation de l'utilité et du profit, explorée dans un espace social et une période différents, se trouve-t-elle être une pure et constante réciprocité (56, p. 167) et, éventuellement, comporte l'absence de tout profit (102, p. xiii). Aussi, les origines d'institutions qui sont instrumentales dans l'opération des mécanismes économiques modernes, tels la monnaie et le crédit, peuvent être rapportées à des contextes essentiellement différents des contextes modernes, éventuellement non économiques (116, pp. 209-231).

Ces constatations peuvent être corroborées de différents secteurs. Elles peuvent être paradigmatiques dans des domaines aussi intangibles que les systèmes doctrinaux, philosophiques et scientifiques, y compris les systèmes les plus strictement déterministes dans les domaines des valeurs morales et intellectuelles (99, ch. ix, pp. 339-349).

La permanence de la langue, si pas nécessairement un effet du hasard, est en même temps relative, puisqu'elle peut être troublée à tout moment dans le temps et même être bouleversée (90, p. 316).

Ces modifications, changements, ou bouleversements des situations cristallisées ou régularités, survenant dans le temps historique, entraînent des transformations analogues du contenu nomothétique des sciences sociales. Aussi, doivent-ils être entendus comme transitions, généralement lentes et imperceptibles, d'un état à un autre, et expliqués comme le produit soit d'une évolution endogène (51, p. 45), soit d'acculturation exogène (45, p. 212). Tant les situations cristallisées que les processus de transition sont embrassés par l'interprétation historique. Ceci est une conséquence méthodologique du fait que les phénomènes étudiés par les sciences sociales et soumis à leur action nomothétique.

thétique sont des manifestations dans le temps historique et, pour ainsi dire, des « événements » historiques globaux.

Pour qu'une égalité quantitative entre la matière des sciences sociales et celle de l'histoire puisse être envisagée, il faut que les lois que les premières essaient de formuler soient revêtues d'une signification et d'une validité universelles dans l'espace et dans le temps. Ceci conduirait à la proposition qu'aucune catégorie de la connaissance du passé n'échapperait aux possibilités, ou serait au-delà de la portée, des sciences sociales (48, p. 434a). Or même lorsqu'il s'agit de régularités dûment vérifiées et admises par la sociologie, l'anthropologie sociale ou d'autres disciplines, il faut se rappeler que leur signification, si extensive qu'elle soit dans l'espace anthropogéographique et si persistante dans le temps historique, cesse de l'être dès que nous envisageons l'histoire humaine non pas dans sa composition événementielle et atomistique, mais comme macro-histoire (cf. 104, pp. 36-37). Si nous invoquons les données de l'anthropologie sociale, nous établirons aisément la relativité spatiale et temporelle d'institutions aussi « permanentes » et tenaces que les systèmes de parenté et les relations familiales et sociales qui en dérivent. L'analyse statistique de ces systèmes et relations corrobore absolument cet argument (64). Les corrélations élaborées à partir de l'analyse structurale (*cross-cultural analysis*) démontrent souvent la prédominance de facteurs génétiques sur des facteurs psycho-fonctionnels dans les relations familiales (par exemple, 28) et par conséquent la finitude de ces dernières dans le temps. Le processus historique de migration et de diffusion des éléments intellectuels est tout aussi bien démontré (11), ainsi que les vicissitudes des systèmes culturels sous l'action modificatrice de l'acculturation (32, pp. 25-43).

L'ethnologie moderne n'admet plus la stabilité immuable des sociétés préléttrées, leur organisation sociale étant susceptible de changements sous l'influence de facteurs endogènes (pression démographique, adaptation à de nouveaux milieux naturels) et exogènes (contacts, volontaires ou imposés, avec d'autres sociétés) (cf. 43, ch. iii et iv., pp. 57-124). Malgré la tendance des ethnologues contemporains à exagérer la dynamique du changement dans les sociétés préléttrées, tendance expliquée par un effet psychologique qu'a sur l'observateur le rythme de changement vertigineux de notre temps, il est concédé que la dimension en profondeur diachronique est nécessaire pour la compréhension des structures sociales (66, ch. iv, pp. 125-152). Même dans le cas de sociétés à rythme d'évolution lent, ou à institutions d'un degré élevé de rigidité, l'ignorance de l'histoire peut avoir comme conséquence une compréhension imparfaite d'un état synchronique (31, pp. 50-57, 53, p. 18). Ce point de vue strictement historique s'oppose radicalement à la prééminence de la compréhension théorique en anthropologie (81, p. 3), ou de l'analyse synchronique et structurale (90, pp. 127-129, implicite dans 73, ch. xiii, pp. 1601-1761 ; cf. 75, pp. 210-218). Cependant,

la compréhension synchronique a sa raison d'être non seulement dans sa valeur explicative pour l'histoire, lorsque, par exemple, les situations cristallisées et la stabilité de l'équilibre social, objets de l'analyse synchronique et structurale, se prolongent dans le temps historique, mais aussi dans l'exploration purement logique et philosophique des formes sociales et culturelles, exploration dont les résultats éventuels peuvent avoir une signification spéciale pour l'intellect humain et que nous ne pouvons pas exclure du domaine de nos possibilités intellectuelles. Tout en admettant la relativité des éléments fonctionnels et structuraux, ainsi que leurs unité et intégration imparfaites (95, p. 83), nous reconnaissons un domaine légitime d'analyse synchronique et structurale, qui pourrait ne pas ressortir de celui de l'histoire. Pour le moment, c'est sa valeur explicative pour cette dernière discipline qui nous intéresse.

4. Les méthodes des sciences sociales comme instrumentales dans l'explication historique.

Si le contenu nomothétique des sciences sociales n'est pas coextensif avec le contenu spatio-temporel *total* de l'histoire, il coïncide néanmoins avec des sections et des dimensions de la réalité historique et c'est à l'intérieur de cette coïncidence qu'il est indiqué de rechercher la signification et la valeur explicative des méthodes des sciences sociales pour l'histoire. Nous avons indiqué qu'aucun des aspects de la réalité sociale explorés par les sciences sociales n'embrasse la totalité du processus historique, ni eidologiquement, ni diachroniquement, la conséquence de cette admission étant que chacune des sciences sociales contribue à l'explication compréhensive que réclame la science historique au moyen de l'exploration eidologique et diachronique de la réalité qui constitue sa matière spécifique.

Dans la mesure de l'identité du terrain exploré par les sciences sociales et l'histoire il a été fait cas de la possibilité d'une assimilation complète de l'histoire aux sciences sociales, possibilité qui a été poussée jusqu'à l'assertion d'une identité méthodologique (101, pp. 6-7). Nous devons reconsidérer cet argument en vue de l'examen de la contribution de la méthode des sciences sociales à l'explication historique.

Deux arguments s'opposent à une telle assimilation.

a) Le traitement auquel la réalité humaine est soumise par les sciences sociales permet une analyse minutieuse et poussée, non seulement grâce à la spécificité eidologique de chacune d'elles, mais aussi et principalement grâce à la possibilité méthodologique pour chacune de faire abstraction de sa matière et de la traiter sur un plan synchronique, statique, typologique, fonctionnel, structural, comme un système de relations extra-temporel, seul moyen d'assurer une compréhension qui nous échapperait si abordée uniquement à travers le changement incessant de la réalité sociale. Non que le changement ne consti-

tue pas une préoccupation constante de la science sociale. Mais, même lorsqu'il est abordé et traité par celle-ci, c'est à partir d'une compréhension et analyse préliminaires à travers le prisme synchronique et extra-temporel (47, p. 119), ce qui permet de créer une base de compréhension rendant possible l'exploration des aspects dynamiques et évolutifs des phénomènes étudiés.

b) Par définition, l'histoire ne peut traiter la réalité humaine que sur le plan exclusivement diachronique. En outre, elle ne peut limiter sa compréhension à certains aspects eidologiques de cette réalité qu'elle doit, *en dernier lieu*, embrasser dans sa totalité spatiale et diachronique. L'activité historique est une totalisation incessante (89, pp. 754-755). Même lorsque l'histoire est tenue, en raison de l'importance quantitative de sa matière, à sectionner, en guise de division de son travail, sa matière spatialement (divisions géographiques ou nationales), diachroniquement (périodes chronologiques), ou eidologiquement (histoire politique, économique, littéraire, etc.), il est implicite que son but final, son aboutissement et son idéal, demeure la synthèse de tous ses travaux (97, p. 87), la constitution d'une histoire, non plus d'un peuple ou d'une nation, mais de l'humanité tout entière, et par là d'atteindre la compréhension de la totalité du processus historique. En ceci nous saisissons la spécificité de la science historique par rapport à celle des sciences sociales. Cette spécificité se reflète sur les méthodologies respectives des deux disciplines. Aucune science sociale ne vise l'explication de la totalité eidologique et diachronique du processus historique bien qu'elle vise la totalité de l'aspect spécifique qui lui est propre, dans ses dimensions eidologique et diachronique.

De ces considérations découlent quelques éclaircissements qui aideraient à dissiper la confusion à laquelle prêtent des conceptions étroitement sociologiques de l'histoire.

a) La théorie qui considère que l'histoire a besoin des méthodes et inductions des sciences sociales pour arriver à la compréhension de sa propre matière (par exemple, 47, p. 119) n'est épistémologiquement valide que pour autant qu'elle se réfère à la base explicative que les méthodes des sciences sociales fournissent à l'histoire. Mais elle tend à méconnaître le complément propre à l'histoire, nécessité par sa matière considérée dans son intégralité, et comportant une méthodologie propre se surajoutant à celle des sciences sociales.

b) La tentative qui réduit la philosophie de l'histoire à une analyse sociologique (6) ou son dérivé, la réduction de l'histoire culturelle à une sociologie de la culture (112), abolit la spécificité de l'histoire et de sa méthode et relègue le processus historique au domaine des systèmes de relations extrapolées du temps historique. Une si complète identification aboutit à un renversement du sens de l'explication historique en

le faisant rétrograder vers sa base et en le dévêtant de son intégralité conceptuelle et herméneutique.

A partir du point de vue ici adopté nous pouvons aborder l'argument sociologique sur un plan plus analytique.

a) Il est admis que les généralisations des sciences sociales fournissent une base explicative à l'histoire en rendant plus explicites les procédés d'interprétation des faits historiques (44, p. 31). Il est en outre admis que les généralisations formulées par les sciences sociales ne peuvent constituer des explications causales complètes ni fonder des lois universelles, mais qu'elles fournissent des types idéaux ou des hypothèses d'un degré variable de valeur et de complémentarité explicatives (44, p. 31). Cet argument, qui postule correctement le rôle explicatif des méthodes des sciences sociales, appelle néanmoins deux réserves. En premier lieu, les généralisations des sciences sociales, tout en n'instituant pas de lois historiques, tout en n'étant pas universellement valables dans la totalité diachronique, peuvent néanmoins posséder une validité dans le contexte spatial et diachronique dans lequel elles sont conçues, elles peuvent même aspirer au statut de lois dont la validité se vérifiera dans les limites spatio-temporelles de la réalité embrassée et délimitée par la science sociale qui les engendre. En deuxième lieu, la complémentarité explicative doit être entendue plutôt entre diverses sciences sociales et non pas entre sciences sociales et histoire, la relation explicative entre les premières et la deuxième étant une de base à structure, non pas une de réciprocité établie au même niveau méthodologique. Sur une réalité à la base homogène, différenciée en raison d'un traitement eidologique de ses différents aspects (économique, social, psychologique, etc.) se surajoute un traitement global et compréhensif qui est celui de l'histoire. Le terme « complémentarité » est tout approprié à la méthodologie des sciences sociales, étant donné que toutes opèrent à un et même niveau et chacune a élaboré son propre appareil analytique, capable de contribuer à l'œuvre d'interprétation (52, pp. 618-619). Mais cette complémentarité ne doit pas être conçue comme instituant une coextension de contenu, d'objet et de méthode entre sciences sociales et histoire. Nous avons vu que la matière de l'histoire est compréhensive par rapport à la matière délimitée de chacune des sciences sociales, sa méthode est diachronique par rapport à la méthode synchronique de ces dernières, son objet est la synthèse et l'explication du processus historique par rapport à l'analyse des relations fonctionnelles et extra-temporelles.

b) La thèse qui exige de l'histoire des méthodes de recherche plus rigoureuses (33, pp. 91-97), à l'instar du degré de précision atteint par les sciences sociales, n'est pas contestée en elle-même, mais il doit y être apporté des restrictions importantes. Le manque de précision dans la formulation des généralisations (46, ch. xiii) et le caractère décousu de l'explication historique (33, pp. 92-97) reproché aux historiens sont des critiques qui émanent, d'une manière générale, de la confusion

du domaine spatio-temporel des sciences sociales avec celui de l'histoire. Cette manière de voir, trop empiriquement restrictive du rôle de l'interprétation historique, néglige de prendre en considération l'immensité de la diachronie historique, quasi infinie dans ses dimensions tant rétrogressive que progressive, *qui est à la source de l'impuissance de la méthodologie historique d'étendre sa compréhension scientifique sur la totalité du processus historique*. Cette impuissance est dans une certaine mesure mitigée par le concours des sciences sociales, dont les domaines spatio-temporels respectifs, plus délimités et plus à portée des possibilités d'observation directe et même de l'expérimentation, assurent à celles-ci un plus grand degré de précision dans leurs traitements et conclusions. Nous ne sommes pas à même de déterminer exactement la contribution des méthodes des sciences sociales à l'élucidation du processus historique total. Les frontières de cette contribution peuvent être progressivement élargies au fur et à mesure des progrès des sciences sociales, mais quant à arriver à une explication *totale* du processus historique par les seules méthodes des sciences sociales, c'est poser le problème plus général du déterminisme. Nous n'aborderons que partiellement ce problème en conclusion du présent rapport. Pour le moment nous arrêterons notre thèse à l'utilité fondamentale des méthodes des sciences sociales en tant que fournissant la base pour une explication historique. Le déni de possibilité pour les sciences sociales de donner une solution au problème de l'historisme (30, pp. 181-182) équivaut à une limitation relative de leur contenu nomothétique par rapport au contenu total de la science historique. Ce déni ramène la question de nouveau à l'indéterminisme historique.

5. La méthode quantitative en histoire.

C'est une conséquence logique de ce qui précède que la méthode quantitative est utilisable en histoire dans la mesure où les sciences sociales, sur la méthodologie desquelles peut être assise l'explication historique, sont susceptibles de quantification, en tout ce qui regarde tant l'accumulation et l'organisation de leurs matières respectives que leur propre méthode de traitement et d'interprétation de leurs données. A cet égard, la méthode statistique constitue un instrument fondamental interdisciplinaire de traitement quantitatif, ses applications dans les sciences sociales étant presque constantes (74).

La quantification est à la base de l'association de l'histoire aux sciences sociales. Elle est éminemment illustrée par ses applications dans la démographie historique (85 A) et l'histoire économique. Dans la première, le substratum quantitatif de l'évolution démographique, ensemble avec les données de l'histoire sociale et économique, procure une base explicative des conditions générales de l'évolution historique (97, pp. 57-58, 34). L'histoire démographique est par ailleurs con-

que comme instrumentale à l'histoire et la démographie (20) ce qui rend perceptible la réciprocité herméneutique entre histoire et sciences sociales.

Nulle part dans les relations entre histoire et sciences sociales l'identité de matière et de méthode n'est si complète que dans le traitement quantitatif des données. Une liaison de la méthode quantitative avec la méthode historique est opérée à partir du moment où la quantité reprend pour l'homme une signification qualitative. L'histoire humaine, considérée dans ses rapports avec le monde physique, peut être caractérisée de qualitative sans danger de faire imprégner ce terme de considérations axiologiques. Depuis longtemps déjà, les techniques, statistiques ou autres, des sciences sociales s'orientent vers l'analyse des données qualitatives qu'elles distinguent des données proprement quantitatives (par exemple 17). Cette transition est claire en anthropologie, dont les aspects physiques et matériels se prêtent mieux à la quantification que les aspects purement culturels (27). Considérée sur le plan méthodologique la relation entre catégories physiques et catégories culturelles fait ressortir clairement le point de liaison de la méthode quantitative avec la méthode historique, ainsi que sa signification pour l'explication historique. Ce point est saisi à travers le conditionnement progressif de l'existence humaine par le facteur quantitatif sous ses multiples aspects, l'accroissement démographique de l'homme lui-même en premier lieu, et cette signification commence à intervenir à partir du moment où la statistique se trouve en mesure de déterminer l'incidence qualitative des données quantitatives et *vice-versa*.

La signification du facteur quantitatif pour l'explication, non seulement historique, mais généralement sociale, a été saisie dès l'antiquité par Aristote, qui, dans son analyse de la société politique, cherche à déterminer l'importance quantitative des classes sociales par rapport à l'équilibre de la société globale que ces classes composent (1, livre VII). Cet équilibre est assuré, d'après Aristote, par l'importance quantitative de la classe moyenne. La vérification de ce rapport du quantitatif avec le qualitatif, qui est un rapport de détermination, est un lieu commun dans les analyses socio-statistiques modernes des phénomènes d'envergure tant « microscopique » (par exemple, 85) que « macroscopique », illustrés, par exemple, par les grands mouvements de population (cf. 69).

L'histoire politique peut nous aider à saisir d'une manière plus concrète le rapport de la méthode quantitative avec l'histoire. L'application intensive de la méthode quantitative en histoire politique (exposée dans 68, pp. 1-76), si elle n'a pas démontré l'opération de lois dans la vie politique contemporaine, a néanmoins contribué à une élucidation positive du phénomène politique et a révélé en même temps un certain degré de régularités sous-jacentes (cf. 113). Ces régularités, soumises à une analyse statistique approfondie, permettent des prévisions relatives au comportement des groupes en matière, par exemple,

d'élections des gouvernants (49). Au même titre, une analyse sociologique approfondie rendrait possible un traitement rationnel des problèmes politiques et sociaux (110). Les limitations d'une telle méthode apparaissent à l'approche du problème de la détermination de l'acte individuel (5, pp. 221-222). Elles deviennent plus accentuées lorsqu'il s'agit d'en reporter les applications au domaine de la politique internationale (68, pp. 130-136). L'essai de formulation d'une politique internationale se fiant à la seule aide de la méthode quantitative peut aboutir à un échec, étant donné que l'action politique dans ce domaine frise l'indétermination. A la même réserve aboutit la tentative de structurer un modèle rendant possible la prévision en relations internationales (109, p. 206).

La méthode quantitative est universelle dans ses applications, compte tenu du fait qu'elle fournit un instrument puissant d'analyse à la plupart des disciplines scientifiques. Sa teneur pour l'histoire dérive principalement de son application dans les sciences sociales, où, de toutes les sciences humaines, elle trouve un terrain particulièrement favorable d'application. Malgré cette dépendance, ses applications dans la science historique ne relèvent pas exclusivement de l'infrastructure méthodologique des sciences sociales. Les applications indépendantes de la méthode quantitative en histoire présentent les mêmes particularités, à peu près, que celles ci-dessus signalées pour l'anthropologie : les aspects physiques et matériels se prêtent mieux à la quantification que les aspects humains. Cette vérité ressort de l'examen de l'apparat méthodologique très élaboré des sciences auxiliaires de l'histoire. L'importance de ces sciences est mesurée par le statut quasi autonome atteint par chacune d'elles. Ici, la substruction méthodologique de l'histoire se confond avec l'analyse « microscopique » de tous les faits et objets physiques et matériels exprimant une réalité historique et considérés dans leur individualité irréductible. Milieu et écologie culturelle, archéologie, numismatique, papyrologie, paléographie, etc., sont des exemples classiques de sciences auxiliaires de l'histoire à statut intermédiairement autonome, dont l'objet est l'étude des faits et objets physiques et matériels. Ce monde, essentiellement physique et matériel, se prête éminemment à un traitement quantitatif en raison de sa forme stabilisée, soustraite définitivement au cours du processus dynamique de l'histoire. Considérons pour un moment la portée de la méthode quantitative en archéologie. Dans la méthode de cette dernière la quantification s'insinue à partir des régularités spatiales et diachroniques observées dans le matériel culturel. La typologie du matériel, et par conséquent la typologie de la culture qui en est exprimée, ne peut être établie qu'au moyen de sériations spatiales et chronologiques basées elles-mêmes sur les régularités constatées. Ces dernières sont susceptibles d'analyse statistique (4) et mathématique (38). La quantification devient plus emphatique dans la taxonomie numérique et l'analyse statistique des objets procurés par les fouilles archéologiques. Le concept de « population » en technique archéologique est destiné

à servir de notion de base pour la classification d'un ensemble de données contenues dans un site archéologique. La taxonomie numérique est destinée à permettre la définition objective des entités archéologiques, à déterminer leurs relations morphologiques et à les situer sur l'échelle d'une hiérarchie générale et détaillée de classification (21, pp. 518-519). La méthode statistique permet la conversion de relations mathématiques en relations archéologiques et historiques significatives (39, pp. 405-472, 21, pp. 551-566). L'analyse statistique et l'établissement des relations quantitatives marquent le début de l'interprétation des données archéologiques et la transition à la compréhension historique, transition qui peut s'opérer par l'intermédiaire de l'ethnologie (19). Ce but final de la recherche archéologique, souvent perdu de vue par les spécialistes des aspects techniques de la discipline, est déterminé par le fait que l'élaboration fondamentale de l'outillage méthodologique de l'archéologie procède foncièrement de la nécessité de compréhension socio-historique (105, p. 338).

C'est en abordant les aspects interprétatifs de son matériel que l'archéologie se départit de son caractère de science rigoureuse pour s'affirmer, tout au plus, une science d'hypothèses. Malgré la base quantitative et les déterminations statistiques qu'elle se donne, elle plonge dans l'indétermination lorsqu'il s'agit de rendre ses conclusions à l'histoire. Cette défection en face du problème de l'interprétation caractérise également la science historique, des exposés de laquelle on a pu dire qu'ils sont, en même temps que des synthèses, des hypothèses (77, p. 441). Or, ce ne sont pas exclusivement les lacunes et l'imperfection de ses données qui limitent la portée herméneutique de l'archéologie ; même lorsque ces données sont suffisamment complètes, le plus souvent les résultats de la recherche se formulent sous forme de simples hypothèses. L'explication est à rechercher dans la complexité infinie des faits et relations humains qui refusent d'être circonscrits par des déterminations rigoureuses. La fluidité et la multiplicité des relations socio-historiques peuvent imposer une multiplicité d'hypothèses et d'interprétations sur un ensemble de données, même rigoureusement établies et statistiquement élaborées. Nous en sommes inévitablement amenés à reconsidérer la validité des méthodes des sciences sociales, ou, tout au moins, leurs limitations en face du problème de l'indéterminisme historique, ou, plus exactement en face de la possibilité d'un indéterminisme inhérent dans le processus historique.

6. Limitations d'application.

Le présent rapport étant méthodologique s'abstient de prendre position sur le problème de l'indéterminisme. En conséquence il ne peut que constater l'incidence d'une conception indéterministe sur

la méthode historique. Le problème de liberté est essentiellement philosophique et sociologique et ses prémisses se situent en dehors du domaine de la méthodologie historique tout en faisant ressortir leurs effets à l'intérieur de celui-ci. Nous aborderons les conséquences méthodologiques de l'indéterminisme suivant les alternatives comportées par des conceptions divergentes le concernant.

1. Les conséquences d'une position indéterministe absolue seraient au plus haut point négatives en matière d'application des méthodes des sciences sociales en histoire. Un indéterminisme objectivement prouvé et effectivement valable se traduirait par un régime de liberté en histoire, c'est-à-dire d'actions non conditionnées par des facteurs quelconques (9). Le manque de régularités, ou, autrement, les rencontres irrépétitionnelles ou irrégulièrement répétitionnelles des événements (24, p. 83), marquent le règne du hasard dans l'histoire, statistiquement exprimé par une dissociation complète (119, pp. 23, § 26, et 41, § 2, 32). Dans une telle situation, le contenu nomothétique des sciences sociales se réduit à néant et avec lui s'évanouit la possibilité de découvrir des lois régissant le processus historique.

2. L'indéterminisme est apparent et cette apparence recouvre un déterminisme latent qui est imperceptible et inaccessible à notre connaissance à cause de la pluralité infinie des événements et de l'imperfection de notre exploration historique (50). En ce cas, le progrès de la connaissance, en dégagant les régularités éventuelles des lois historiques, éliminerait progressivement la conception indéterministe de l'histoire pour faire place à une conception déterministe. Dans cette révélation des régularités historiques, tenue pour réalisable par les positivistes (14, I, pp. 6, 30-31), le rôle des méthodes des sciences sociales s'avérerait fondamental. Il s'agirait d'une conquête de la science réalisée sur le terrain de prime abord chaotique des événements, dont l'importance serait en fonction des régularités constatées (2, p. 178). Même l'exploration des comportements individuels (individualisme méthodologique) peut révéler des régularités sociales (111).

3. La situation opposée, d'un déterminisme absolu (59, préface, 15, pp. 32-52), impliquerait une presque coïncidence du contenu nomothétique des sciences sociales avec le processus historique. Les méthodes des sciences sociales seraient définitivement des méthodes explicatives du processus historique. Même si, en raison de l'ampleur du champ spatio-temporel embrassé par l'histoire, la méthode proprement historique se surajoutait à celle des sciences sociales, il serait possible de l'identifier, en dernière analyse, si pas dans sa partie descriptive, dans sa partie explicative, avec la dernière, soit qu'elle fût un redoublement de celle-ci, ou qu'elle fût réductible à celle-ci (16, pp. 1-18). La question des lois historiques se réduirait de même à la question des lois sociales, celles-ci étant détectables par les méthodes des sciences sociales.

4. L'état actuel de nos connaissances théoriques et empiriques des phénomènes historiques peut autoriser une approche différente du problème de l'indéterminisme, indiquée par la rencontre de la thèse déterministe, qui admet des marges d'action individuelle libre (59, appendix, 78) et la présence de l'accidentel à côté de la nécessité historique (35, p. 73), avec la thèse indéterministe, qui admet l'action limitante du « général » sur l'action individuelle (61, pp. 46, 49-52).

Les deux approches font place à l'indéterminisme aussi bien qu'au déterminisme historique, mais il y a lieu de ne pas y encadrer la distinction entre faits de répétition et de succession respectivement imputés à l'action de lois et de l'accident (118, p. 95), ou respectivement ressortissant à la méthode comparative et à la méthode historique (63), étant donné que la totalité des faits de répétition peut n'être qu'une cristallisation d'actes humains dans le temps immémorial du passé historique (72, pp. 701-702) et que l'accidentel peut se cristalliser en répétitif dans le temps immémorial de l'avenir historique. Cette remarque ne peut que servir comme indication du caractère englobant et de l'immensité diachronique du processus historique, dont les sciences sociales ne couvrent que des sections spatio-temporelles délimitées. Cette limitation de domaine confère en même temps aux sciences sociales leur spécificité, mais aussi *la possibilité de circonscrire leur champ d'investigation causale* (cf. 55, p. 377) et ainsi de préciser leur contenu nomothétique. Dans ce dépassement spatio-temporel des sciences sociales par le processus historique, nous trouvons matière supplémentaire de différenciation méthodologique. Tant que l'immensité diachronique de l'histoire n'est pas circonscrite et cernée comme entité spatio-temporelle, une identité complète des méthodes historique et sociale ne sera pas atteinte. L'infinité du temps et des possibilités historiques suggère que le terrain nomothétique acquis et à acquérir ne ferait qu'élargir les frontières communes des sciences sociales, mais ne parviendrait pas à épuiser cette infinité qui affirmerait un indéterminisme incessamment persistant, dont la conquête définitive ne puisse être conçue que dans les cadres d'une eschatologie métaphysique échappant aux cadres de la science positive.

L'élargissement des frontières des sciences sociales, entraînant un accroissement parallèle de leur contenu nomothétique, peut induire à une reformulation du problème de l'indéterminisme historique. Il peut impliquer, par exemple, que tant le déterminisme que l'indéterminisme historiques ne constituent pas de conditions extérieures et transcendantes par rapport au processus historique, mais d'attributs inhérents à celui-ci. Ainsi, l'histoire évoluant sous l'empire de divers facteurs empiriquement démontrables et critiquement analysables, tel, par exemple, l'accroissement démographique, aboutit à des états organisés et cristallisés de l'existence sociale produisant ainsi un conditionnement de son propre contenu. L'histoire humaine prouve que ces états organisés et cristallisés, en même temps que l'accroissement démographi-

que, deviennent de plus en plus importants. Nous constatons, à savoir, une *accumulation* de déterminisme dans l'histoire, à laquelle correspond un accroissement du terrain nomothétique des sciences sociales. On peut noter ici que nombre de généralisations censées être historiques (3) relèvent effectivement du domaine nomothétique des sciences sociales. En même temps, la dilatation des frontières des sciences sociales entraîne une expansion du front bordant l'indéterminisme, à savoir des horizons qui s'offrent à l'exercice libre de l'activité humaine, théorique et pratique. A supposer que ces horizons soient conquis et épuisés, l'existence historique serait ramenée dans les cadres du déterminisme et de la compréhension totale des sciences sociales, dispensant de la nécessité d'une méthode historique. Or, la nature même de l'existence historique, soumise constamment (a) à l'influence transformatrice de la connaissance humaine (80, pp. v-vii), (b) à des orientations et réorientations dictées par la nature axiologique, et par conséquent projective, de l'action humaine (72), défend d'accepter un aboutissement statique de l'histoire, même dans la perspective la plus macroscopique autorisée par l'état présent de l'expérience et des connaissances humaines. En considération de ces constatations, nous devons assigner des limites à l'application des méthodes des sciences sociales en histoire. Celles-ci fournissent une base d'explication historique dans la mesure où elles embrassent le contenu déterministique accumulé de l'histoire. La méthode historique est aux prises tant avec la genèse des états déterminés et cristallisés et leurs effets sur l'évolution postérieure, qu'avec l'action constante et progressive de l'homme en face de situations indéterminées. Face à l'inconnu indéterminé, l'action humaine, action essentiellement historique, est une nouveauté qui ne peut être assimilée aux faits cristallisés et déterminés, et par conséquent ne peut être traitée au moyen d'une méthodologie appropriée à ceux-ci. D'où la nécessité, à notre avis, dans laquelle se sont trouvés certains théoriciens de la méthode historique de dissocier l'explication historique du « modèle nomothétique » (« *covering law model* ») et de rechercher une méthode d'explication indépendante, applicable à l'action historique (26, ch. ii-iii, pp. 21-85, ch. vi, pp. 156-169). Procédure légitime, à condition de ne pas ignorer l'interpénétration des domaines historique et sociologique et la réalité du contenu nomothétique du dernier.

Cette délimitation des domaines respectifs de nos disciplines nous aidera en même temps à faire face à l'argument anti-historiciste qui nie toute prédiction du cours de l'histoire à l'aide de méthodes rationnelles (80). La réponse à cet argument est que la prédiction est possible dans les régions spatio-temporelles de l'histoire cristallisées en états organisés et déterminés. Les méthodes des sciences sociales permettent déjà des prédictions effectives dont la portée et la relativité s'établissent par rapport aux frontières mouvantes entre états déterminés et régions indéterminées de l'histoire. L'évolution du monde contemporain nous autorise à croire que le pouvoir prédictif des sciences sociales s'accroîtra à raison de l'accumulation des états organisés et détermi-

nés. Non que cette accumulation abolit la dynamique historique. Celle-ci est tout opérante en vertu des forces axiologiques qui ont présidé à la formation de ces états et qui peuvent contribuer à leur corrosion, transformation, abolition, ou remplacement. Cette interpénétration se traduit par une réciprocité méthodologique et herméneutique entre histoire et sciences sociales.

Théodore PAPADOPOULLOS.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUES

1. ARISTOTE, *Politique*.
2. ARON, R., *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, 1948.
3. ARTHUR, C.J., *On the Historical Understanding*, dans *History and Theory*, VII, 1968, pp. 203-216.
4. ASCHER, M. and R., *Chronological Ordering by Computer*, dans *American Anthropologist*, LXV, 1963, pp. 1045-1052.
5. AYDELOTTE, W.O., *Geschichte und Sozialwissenschaften*, dans *Die Welt als Geschichte*, XIV, 1954, pp. 212-222.
6. BARTH, P., *Die Philosophie der Geschichte als Soziologie*, Leipzig, 1897.
7. BENEDICT, R., *Patterns of Culture*, London, 1935.
8. BERKHOFFER, Jr., R.F., *A Behavioral Approach to Historical Analysis*, New York, 1969.
9. BERLIN, I., *Historical Inevitability*, London, 1954 (= *Four Essays on Liberty*, London, 1968, pp. 41-117).
10. BERR, H., *La synthèse en histoire. Son rapport avec la synthèse générale (L'Evolution de l'Humanité)*, Paris, 1953².
11. BOAS, F., *Indianische Sagen von der nord-pazifischen Küste*, Berlin, 1895.
12. BRAUDEL, F., *Histoire et sciences sociales. La longue durée*, dans *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations*, XIII^e année, 1958, pp. 725-753.
13. BROWN, R., *Explanation in Social Science*, London, 1963.
14. BUCKLE, H.TH., *History of Civilization in England*, I-V, (London) Leipzig, (1857), 1865.
15. BUKHARIN, N., *Historical Materialism. A System of Sociology*, London, 1926.
16. CAHNMAN, W. J., and BOSKOFF, A. (editors), *Sociology and History, Theory and Research*, New York, 1964.
17. CARTWRIGHT, D.P., *Analysis of Qualitative Materials*, dans *Research Methods in the Behavioral Sciences*, edited by Leon Festinger and Daniel Katz, London, 1954, pp. 421-470.
18. CHALLENGER, R.D., and LEE, M. Jr., *History and the Social Sciences. The Problem of Communication*, dans *American Historical Review*, LXI, 1955-1956, pp. 330-352.

19. CHANG, K.C., *Major Aspects of the Interrelationship of Archaeology and Ethnology*, dans *Current Anthropology*, VIII, 1967, pp. 227-243.
20. CHEVALIER, L., *Pour une histoire de la population*, dans *Population*, I, 1946, pp. 245-256.
21. CLARKE, D.L., *Analytical Archaeology*, London, 1968.
22. COHEN, M.R. and NAGEL, E., *An Introduction to Logic and Scientific Method*, London, 1934.
23. COMTE, A., *Cours de philosophie positive*, 4^e édition, I-IV, Paris, 1877.
24. DELEVSKY, J., *Le hasard dans la nature et dans l'histoire*, dans *Revue philosophique*, CXX, 1935, pp. 80-115.
25. DILTHEY, W., *Einleitung in die Geisteswissenschaften*, Leipzig, 1883.
26. DRAY, W., *Laws and Explanation in History*, London, 1957.
27. DRIVER, H.E., *Statistics in Anthropology*, dans *American Anthropologist*, LV, 1953, pp. 42-59.
28. DRIVER, H.E., *Geographical-Historical versus Psycho-Functional Explanation of Kin Avoidances*, dans *Current Anthropology*, VII, 1966, pp. 131-148.
29. DURKHEIM, E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, (1895), 1947.
30. ERDMANN, K.D., *Toynbee : Eine Zwischenbilanz*, dans *Archiv für Kulturgeschichte*, XXXIII, 1951, pp. 174-250.
31. EVANS-PRITCHARD, E.E., *Anthropology and History*, dans *Idem, Essays in Social Anthropology*, London, 1962, pp. 46-65.
32. FOSTER, G.M., *Traditional Cultures and the Impact of Technological Change*, New York, 1962.
33. GARDINER, P., *The Nature of Historical Explanation*, Oxford, (1952) 1965.
34. GLAS, D.V. and EVERSLEY, D.E.C. (editors), *Population in History*, London, 1965.
35. GLEZERMAN, G., *The Laws of Social Development*, Moscow, s.d.
36. GOOCH, G.P., *Ranke's Interpretation of German History*, London, 1948, pp. 210-266.
37. GURVITCH, G., *La multiplicité des temps sociaux* (cours ronéotypé), Paris, 1958.
38. HAGGETT, P., *Locational Analysis in Human Geography*, London, 1965.
39. HAGOOD, S.M., and PRICE, D.O., *Statistics for Sociologists*, New York, 1952.
40. HANSEN, B., *Förutsättningarna för en historisk sociologi*, dans *Historisk Tidskrift*, LXXVI, 1956, pp. 121-133.
41. HEMPEL, C.G., *The Function of General Laws in History*, dans *Journal of Philosophy*, XXXIX, 1942, pp. 35-48.
42. HEMPEL, C. and OPPENHEIM, P., *Studies in the Logic of Explanation*, dans *Readings in the Philosophy of Science*, edited by Herbert Feigl and May Brodbeck (= *Philosophy of Science*, XV, 1948, pp. 135-175), New York, 1953, pp. 319-352.
43. HOGGIN, H.I., *Social Change*, London, 1958.
44. HUGUES, H.S., *The Historian and the Social Sciences*, dans *American Historical Review*, LXVI, 1960, pp. 20-46.

45. HUMPHREYS, S.C., *History, Economics, and Anthropology: The Work of Karl Polanyi*, dans *History and Theory*, VII, 1969, pp. 165-212.
46. KAUFMANN, F., *Methodology of the Social Sciences*, New York, 1944.
47. KRUIHOF, J., *Qu'est-ce qui est important dans l'histoire ? Une approche sociologique*, dans *Raisonnement et démarches de l'historien*, publié par Chaïm Perelman, Bruxelles, 1963.
48. LASLETT, P., *History and the Social Sciences*, dans *International Encyclopedia of the Social Sciences*, VI, 1968, pp. 434-440.
49. LAZARSFELD, P., BERELSON, B., and GAUDET, H., *The People's Choice. How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, (1944) 1948².
50. LEBERGLOTTE, S., *Chance and Circumstance: Are Laws of History possible ?*, dans *The Journal of Philosophy*, XLI, 1944, pp. 393-411.
51. LEBRUN, P., *Structure et quantification. Réflexions sur la science historique*, dans *Raisonnement et démarches de l'historien*, publié par Chaïm Perelman, Bruxelles, 1960, pp. 29-51.
52. LEONTIEF, W., *Note on the Pluralistic Interpretation of History and the Problem of Interdisciplinary Cooperation*, dans *The Journal of Philosophy*, XLV, 1948, pp. 617-624.
53. LEVI-STRAUSS, Cl., *Anthropologie structurale*, Paris, 1958.
54. LITT, Th., *Individuum und Gemeinschaft. Grundlegung der Kulturphilosophie*, Leipzig-Berlin, 1926⁸.
55. MACIVER, R.M., *Social Causation*, New York (1942), 1964.
56. MALINOWSKI, B., *Argonauts of the Western Pacific*, London, 1930.
57. MANDELBAUM, M., *History and the Social Sciences*, dans *Theories of History*, edited by Patrick Gardiner, Glencoe, Ill, 1959, pp. 476-488.
58. MANTOUX, P., *Histoire et sociologie*, dans *Revue de synthèse historique*, VII, 1903, pp. 121-140.
59. MARX, K., *Zur Kritik der politischen Oekonomie*, Berlin, 1859.
60. MAUSS, M., *Divisions et proportions des divisions de la Sociologie*, dans *Année sociologique*, nouvelle série, II, 1924-1925, pp. 98-178.
61. MEYER, E., *Zur Theorie und Methodik der Geschichte*, Halle, 1902.
62. MINK, L.O., *The Autonomy of Historical Understanding*, dans *History and Theory*, V, 1966, pp. 24-47.
63. MUMFORD, L., *A Study of History*, dans *Diogenes*, n° 13, 1956, pp. 28-44.
64. MURDOCK, G.P., *Social Structure*, New York, 1949.
65. MYRDAL, G., *An American Dilemma. The Negro Problem and Modern Democracy*, New York, 1944.
66. NADEL, S.F., *The Theory of Social Structure*, London, 1957.
67. NEWMAN, F.D., *Explanation by Description. An Essay on Historical Methodology*, The Hague and Paris, 1968.
68. NILSON, S.S., *Histoire et sciences politiques. Essai sur la méthode quantitative* (Chr. Michelsens Institutt for Videnskap og Aandsfrihet, Berethinger XII, 8), Bergen, 1950.

69. NOTESTEIN, F., *The Future Populations of Europe and the Soviet Union*, Geneva, 1944.
70. OAKESHOTT, M., *Experience and its Modes*, Cambridge, 1933.
71. OGBURN, W.F., *The Historical Method in the Analysis of Social Phenomena*, dans *American Sociological Society Publications*, XVI, 1921, pp. 70-83.
72. PAPADOPOULLOS, Th., *Sur la nature axiologique des jugements sociologiques*, dans *Revue de sociologie*, année 1961, 4, pp. 683-710.
73. PARETO, V., *Traité de sociologie générale*, (Paris), Genève, (1917-1919) 1968.
74. PEPE, P. et TISSERAND-PERRIER, M., *Méthodes statistiques dans les sciences sociales*, Paris, 1962.
75. PIAGET, J., *Introduction à l'épistémologie génétique*, vol. III, Paris, 1950.
76. PINTO, R. et GRAWITZ, M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, 1967².
77. PIRENNE, H., *What are historians trying to do ?*, dans *Methods in Social Sciences. A Case Book*, edited by Stuart A. Rice, Chicago, 1931, pp. 435-445.
78. PLEKHANOV, G., *The Role of the Individual in History*, Moscow, (1898) 1946.
79. POLANYI, K., *Origins of our Time. The Great Transformation*, London, 1945.
80. POPPER, K.R., *The Poverty of Historicism*, London, (1957) 1961.
81. RADCLIFFE-BROWN, A.R., *Structure and Function in Primitive Society*, London, 1952.
82. RANKE, L. von, Préface à son ouvrage *Geschichte der romanischen und germanischen Völker von 1494-1514*, Berlin, 1824.
83. RANKE, L. von, *Zur Kritik neueren Geschichtschreiber*, Leipzig, 1874.
84. REIS, L., and KRISTELLER, P.O., *Some Remarks in the Method of History*, dans *The Journal of Philosophy*, XL, 1943, pp. 225-245.
85. RICE, S.A., *The Historico-Statistical Approach to Social Studies*, dans *American Statistical Association, Committee on Social Studies, Statistics in Social Studies*, edited by Stuart A. Rice, Philadelphia, 1930, pp. 1-20.
- 85 A. VAN, R.T., *History and Demography*, dans *History and Theory*, Beiheft 9, 1969, pp. 64-78.
86. RICKERT, H., *History der naturwissenschaftlichen Begriffsbildung*, Tübingen, 1929.
87. ROBBINS, L., *An Essay on the Nature and Significance of Economic Science*, London, 1935.
88. ROSTOW, W.W., *Histoire et sciences sociales : la longue durée*, dans *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, XIV^e année, 1959, pp. 710-718.
89. SARTRE, J.-P., *Critique de la raison dialectique*, I, Paris, 1960.
90. de SAUSSURE, F., *Cours de linguistique générale*, (Lausanne et Paris) Paris, (1916) 1955⁵.
91. SCRIVEN, M., *Truisms as the Grounds for Historical Explanation*, dans *Theories of History*, edited by Patrick Gardiner, Glencoe, Ill., 1959, pp. 443-475.
92. SEIGNOBOS, Ch., *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, Paris, 1901.

93. SIMIAND, F., *Méthode historique et sciences sociales*, dans *Revue de synthèse historique*, VI, 1903, pp. 1-22, 129-157.
94. SKINNER, Q., *The Limits of Historical Explanation*, dans *Philosophy*, XLI, 1966, pp. 199-215.
95. SMITH, M.G., *History and Social Anthropology*, dans *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, XCII, 1962, pp. 73-85.
96. Social Science Research Council, Committee on Historiography, *Theory and Practice in Historical Study*, New York, 1946.
97. Social Science Research Council, Committee on Historiography, *The Social Sciences in Historical Study*, New York, 1954.
98. Social Science Research Council, Committee on Historiography, *Generalization in the Writing of History*, edited by Louis Gottschalk, Chicago, 1963.
99. SOROKIN, P.A., *Fluctuations of Systems of Truth, Ethics, Law*, dans *Idem, Social and Cultural Dynamics*, vol. II, New York, (1937) 1962.
100. SOROKIN, P.A., *Sociocultural Causality, Space, Time*, Durham, N.C., 1943.
101. TEGGART, F.J., *Causation in Historical Events*, dans *Journal of the History of Ideas*, III, 1942.
- 101 A. TEGGART, F.J., *Theory and Processes of History*, Berkeley, Calif., (1925) 1960.
102. THURNWALD, *Economics in Primitive Communities*, London, 1932.
103. TINBERGEN, J., *Business Cycles in the United Kingdom 1870-1914*, Amsterdam, 1951.
104. TOYNBEE, A.J., *Does History repeat itself ?*, dans *Idem, Civilization on Trial*, London, 1946, pp. 29-41.
105. TRIGGER, B.G., *Major Concepts of Archaeology in Historical Perspective*, dans *Man* (N.S.), III, 1968, pp. 527-541.
106. U.S. Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1957*, Washington, D.C., 1960.
107. UTTERSTROEM, G., *Socialhistoria och Socialhistorisk metod*, dans *Historisk Tidskrift*, LXXVIII, 1958, pp. 68-87.
108. VIERHAUS, R., *Ranke und die soziale Welt*, Münster, 1957.
109. VIET, J., *Les méthodes structuralistes dans les sciences sociales*, Paris, 1967.
110. WAGNER, F., *Begegnungen von Geschichte und Soziologie bei der Deutung der Gegenwart*, dans *Historische Zeitschrift*, CXCII, 1961, pp. 607-624.
111. WATKINS, J.W.N., *Historical Explanation in the social Sciences*, dans *Theories of History*, edited by Patrick Gardiner, Glencoe, III, 1959, pp. 503-514.
112. WEBER, A., *Kulturgeschichte als Kulturosoziologie*, Leiden, 1935.
113. WEIBULL, J., *Kvantitativ Metod i Historisk Forskning*, dans *Historisk Metode. I Forskning og Undervisning*, udgivet af Jysk Selskab for Historie, Aarhus, 1966.
114. WHITE, M.G., *A Note on the Methode of History*, dans *The Journal of Philosophy*, XL, 1943, pp. 317-319.
115. WHITE, M.G., *Historical Explanation*, dans *Mind*, LII, 1943, pp. 212-229.

116. WILL, Ed., *De l'aspect éthique des origines grecques de la monnaie*, dans *Revue historique*, CCXII, 1954, pp. 209-231.
117. WINDELBAND, W., *Geschichte und Naturwissenschaft*, Strassburg, 1894.
118. XENOPOL, A.-D., *La théorie de l'histoire*, Paris, 1908.
119. YULE, G., and KENDALL, M.G., *An Introduction to the Theory of Statistics*, 14th edition, London, 1950.